

Bulletin mensuel : (6 février 1893)

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **L'Afrique explorée et civilisée**

Band (Jahr): **14 (1893)**

Heft 2

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-134575>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

BULLETIN MENSUEL (6 février 1893¹).

A propos de la venue à Alger de la **mission Touareg**, le *Bulletin* du Comité de l'Afrique française a publié une note de M. Georges Rolland, l'africaniste distingué, qui depuis longtemps déjà soutenait la thèse du rapprochement possible et nécessaire avec les Touareg. Nous croyons intéresser nos lecteurs en leur en donnant les points les plus saillants : Je suis tenu à une grande réserve, dit M. Rolland ; c'est à l'excellente politique de M. le gouverneur général Cambon qu'est due la démarche des Touareg, et c'est à lui qu'il appartient d'apprécier le meilleur moyen de tirer parti de la situation, au mieux de nos intérêts. Il est vrai que les événements viennent confirmer les idées que je n'ai cessé de soutenir ; j'avais même envoyé, l'hiver dernier, de concert avec M. Tharel, le promoteur de la première mission Mizon, et avec plusieurs de mes amis, une mission privée et commerciale confiée à M. G. Méry, laquelle avait pour objectif de renouer les relations avec les Touareg Azdjer. Mais M. Méry étant sur le point de repartir, il serait également indélicat pour moi d'indiquer dès aujourd'hui les modifications que pourrait subir le programme de la mission par suite des événements. Je crois donc qu'il y a là un point de départ de négociations très sérieuses, mais il importe de ne pas effaroucher les Touareg en voulant aller trop vite en besogne ; on peut compter, à cet égard, sur la sagesse et la diplomatie de M. Cambon.

— A ceux qui demanderaient s'il n'y aurait pas lieu, avant tout, d'exiger des Touareg une réparation pour le massacre de la mission Flatters, M. Rolland répond :

Oui, des Hoggar, car les Azdjer en sont complètement innocents. La responsabilité de ce massacre retombe sur les Hoggar, les gens d'In-Salah, et les Senoussi. Quant aux Azdjer, non seulement ils n'ont pas trempé dans le crime, mais je suis convaincu qu'ils auraient fort bien accueilli Flatters s'il avait persisté dans son idée de passer sur leur territoire. Ikenoukhen nous offrit même, par l'intermédiaire de notre consul à Tripoli, de nous aider à châtier les assassins. Quant aux Hoggar,

¹ Les matières comprises dans nos *Bulletins mensuels* et dans les *Nouvelles complémentaires* y sont classées suivant un ordre géographique constant, partant de l'Algérie, puis allant à l'Est, longeant ensuite la côte orientale du continent et revenant par la côte occidentale. — Voir la carte à la quatrième page de la couverture.

le gouverneur général appréciera dans quelle mesure il y a lieu d'exiger une réparation. Il y a quelques années, cela était possible, mais aujourd'hui, après douze ans, il serait peu adroit de dire à des gens qui viennent nous proposer une alliance : « Livrez-nous d'abord un certain nombre des vôtres, afin que nous les passions par les armes !

Mais diront quelques-uns : Le mouvement commercial qui se fait par l'intermédiaire des Touareg Azdjer est-il bien important ? Voici la réponse de M. Rolland :

D'après les renseignements qui ont été recueillis sur les lieux mêmes par M. Méry, on peut estimer que le mouvement d'affaires, le long de la ligne commerciale de Tripoli-Rhat au Soudan central, représente 25 à 30 millions par an. Les caravanes entre Rhat et Tripoli comprennent aujourd'hui huit à dix mille chameaux, c'est-à-dire troisfois plus qu'il y a dix ans. Il est donc inexact de dire que l'importance du commerce saharien, du moins chez les Touareg de l'est, soit en décroissance, comme on le prétend. Actuellement, les articles manufacturés qui s'importent par cette voie sont presque exclusivement de provenance anglaise ou allemande, et pourtant il serait bien facile d'en faire profiter l'industrie française, en ramenant vers l'Algérie ce courant commercial.

Un grand nombre de notables de **Constantine** se sont réunis à la mairie et, après une longue discussion, ont adopté le vœu suivant :

« Considérant qu'il est nécessaire de faire acte d'occupation définitive du Sahara algérien, que le moyen d'atteindre ce but est la construction d'une voie ferrée reliant l'extrême-sud au réseau algérien déjà existant ;

« Considérant qu'aucune ligne ne répond mieux à ces conditions que celle de **Biskra-Ouargla**, qu'en effet cette dernière localité est un des points les plus importants du sud de l'Algérie, que le pays est absolument plat et ne présente aucune difficulté ;

« Considérant dès lors que cette ligne entraînerait une dépense relativement minime, tandis que les autres lignes de pénétration traversant des régions difficiles et tourmentées nécessiteraient des dépenses énormes ; que, au surplus, la ligne Biskra-Ouargla est la seule dont les études soient complètement terminées et dont l'avant-projet ait déjà subi en 1883 une partie des enquêtes réglementaires, ce qui la rend susceptible d'exécution immédiate, puisqu'une demande de concession ferme est actuellement pendante ;

« Considérant, d'autre part ; abstraction faite de toute politique saharienne, que cette ligne présente un intérêt militaire de premier ordre, au point de vue d'un ravitaillement facile et peu coûteux, qu'enfin elle est

appelée à desservir l'Oued-Rhir, le Souf, Mzab et le pays d'Ouargla, qu'elle a donc une importance réelle au point de vue économique et commercial et ne manquera pas de donner une impulsion nouvelle à la colonisation française dans la région actuelle au sud de Biskra, l'assemblée émet le vœu que le gouvernement présente, sans tarder, au Parlement un projet de loi déclarant d'utilité publique le projet d'établissement d'une voie ferrée de Biskra à Ouargla, et décide qu'un vœu sera communiqué aux députés des départements algériens et aux Ministres de la Guerre et des Travaux Publics. »

En réponse à ce vœu, le Ministre des Travaux Publics a ordonné la mise à l'étude du projet de chemin de fer de Biskra à Ouargla. La première section s'étendrait de Biskra à Touggourt (200 kilomètres); la seconde, de Touggourt à Ouargla (170 kilomètres). La configuration du terrain offre les plus grandes facilités de tracé. Les alignements droits forment les $\frac{9}{10}$ de la longueur totale. Le montant de la dépense est évalué à 24,730,000 fr. soit 65,000 fr. par kilomètre.

Le docteur Peters a récemment rendu compte au gouvernement allemand des travaux de la **commission de délimitation anglo-allemande**, qui a repris le 15 août ses travaux interrompus au commencement d'avril. Parti de Tanga, le 23 juillet, avec les lieutenants de Sivers et de Perponcher et M. Hassmann, il s'est dirigé vers Mlalo en suivant la frontière incontestée du territoire allemand. C'était la première fois qu'une expédition officielle parcourait cette région; M. Peters en a profité pour hisser le drapeau allemand dans le Digoland septentrional, qu'il avait, au mois de mars précédent, traversé du nord au sud; dans le Buiti, dans le Kibindo, ainsi que dans la plaine de Kitioua, à Makangala et à Mgalo. Les indigènes ont fait bon accueil aux Allemands qui promettaient de les protéger contre les pillages des Masaïs qui ont encore, en juillet, ravagé les environs de Moa. Le Dr Peters recommande les cantons de Buiti, de Choua, de Maramba, de Mlalo comme salubres, fertiles et propres à recevoir des colons. De Mlalo, le Dr Peters et le consul anglais sont partis pour Kisiouani et le lac Jipe. C'est la route la plus courte conduisant au Kilimandjaro, mais il résulte des études faites en vue du chemin de fer, que la route passant par Masindé est préférable.

Le *Deutsches Kolonialblatt* vient de publier un rapport du **Dr Stuhlmann** qui contient des détails nouveaux sur la géographie politique et le commerce des pays riverains du **Victoria-Nyanza**. Cinq États occupent la rive occidentale du lac au sud de l'embouchure de la Kaghéra. Ce sont, du nord au sud : le Kisiba, le Kajosa, le Kyamtuara, le Kyanya et

l'Ihangiro. Les habitants du Kisiba sont belliqueux et se sont soumis avec peine à la station allemande ; ce sont de hardis commerçants, que leurs courses conduisent souvent au lac Albert-Edouard, où ils vont chercher le sel de l'Ou-Songora ; ainsi que dans l'Ou-Nyoro et dans l'Ou-Ganda, où ils vont échanger contre l'ivoire la poudre et les étoffes que leur vendent les négociants de Tabora qui ont un marché à Kitountou, dans la partie occidentale du pays. Les habitants des autres États sont mieux disposés pour la station allemande de Boukoba. C'est surtout Mokotani, chef du Kyamtura, qui est empressé auprès des Allemands, auxquels il fournit tout ce qu'ils demandent, sans exiger jamais de grands présents ; ses sujets sont pasteurs et agriculteurs. Le commerce de l'ivoire a peu d'importance dans cette région. Le climat est sain.

Le Dr **Baumann** est arrivé le 6 novembre à Tabora. D'après le correspondant de Berlin de *la Politique coloniale*, la fin de son exploration paraît avoir été plus intéressante encore que ne l'avaient été les débuts. Il a parcouru, en effet, une région où il a pu faire de précieuses découvertes géographiques et dont la situation politique nous est encore peu connue. Ayant quitté le lac Victoria-Nyanza au commencement d'août, il s'est dirigé vers l'ouest et a atteint, à travers les régions visitées par Stuhlmann et Émin-Pacha, la frontière commune aux sphères d'influence de l'Allemagne et de l'État du Congo. Se tenant alors à proximité de cette frontière, il a pris la direction du Sud ; il a parcouru le pays d'Ou-Roundi, sur lequel nous avons eu peu de renseignements depuis le voyage de Stanley à la recherche de Livingstone et qui est en possession du traitant Roumaliza. Ayant gagné la pointe septentrionale du lac Tanganyika, le Dr Baumann en a suivi la rive orientale et a enfin rejoint Tabora ; il ne tardera pas à parvenir à la côte.

Le lieutenant de Behr a publié dans le *Deutsches Kolonialblatt* un rapport sur la région de **Lindi**. Cette ville a 1,500 à 2,000 habitants. Les caravanes qui en partent vont jusqu'aux lac Nyassa, Moëro, Bangoueolo. Les chefs des bords du Nyassa et de la vallée de la Rovouma, Makanjila, Mataka, Mpondou, Mtarika et Mkalanje ont des relations commerciales fréquentes avec les gens de Lindi. Les deux premiers y envoient six caravanes d'ivoire ; Mtarika y envoie du tabac en grande quantité. D'après les informations recueillies par M. de Behr, un Arabe, connu sous le nom de Joubé aurait une grande influence sur la rive occidentale du Nyassa, où il s'est établi il y a vingt ans, venant de Pangani. C'est un adversaire de l'African Lakes Company. L'ivoire apporté à Lindi vient de la rive occidentale du lac, où il a été amené souvent par

des caravanes parties du lac Bangoueolo. Les caravanes suivent la vallée de la Rovouma et quittent le fleuve à Unde ou à Makotchera. Le commerce s'y fait par voie d'échange; on y connaît cependant le thalari de Marie-Thérèse. L'Allemagne importe seulement des mouchoirs en cotonnade imprimée, des conserves et des boissons. Les cotonnades blanches viennent de l'Inde, le calico bleu d'Angleterre ou des États-Unis.

Le Comité des missions évangéliques de Paris a eu la satisfaction d'entendre parler de la **mission du Zambèze** par un témoin oculaire, M. le Dr Johnston, médecin et missionnaire écossais à la Jamaïque. Les noirs de son église eurent l'idée de porter l'évangile en Afrique; pour les diriger à cet effet, le Dr Johnston organisa à ses frais une expédition qui fut couronnée de succès. Accompagné d'une centaine d'hommes, il pénétra en Afrique par Benguéla, séjourna au Bihé, où existe une mission américaine, puis se rendit au Zambèze où il rencontra M. Coillard, passa à Seshéké et à Kazoungoula, de là chez les Ba-Mangouato de Khamé, d'où il remonta par le Chiré au Nyassa et enfin atteignit Lindi. Il s'est plu à rendre un excellent témoignage à la mission dirigée par M. Coillard dont l'œuvre se poursuit dans des conditions extraordinairement difficiles.

Il ressort du rapport présenté à l'assemblée annuelle des actionnaires de la **South African Company**, que le chemin de fer qui doit traverser le territoire britannique du Sud au Nord, de Kimberley à Fort-Salisbury, est construit jusqu'à Vryburg, et que la seconde section, de Vryburg à Mafeking, sera bientôt commencée. Mais, ce qui est peut-être plus intéressant, au point de vue de l'exploitation du Ma-Shonaland, c'est que le chemin de fer de Beïra à Fort-Salisbury est en voie de construction et que la première section, de Beïra à Chimoio, sera achevée dans quelques semaines. Fort-Salisbury est à 350 kilom. de la côte, et, quand le chemin de fer de Beïra sera terminé, les marchandises iront de la côte au Ma-Shonaland à raison de 10 livres par tonne au lieu de 70 livres comme à présent, car, en ce moment, la route du Sud au Nord a une longueur de 2,700 kilom., ce qui rend impossible le transport des machines et des appareils nécessaires pour l'exploitation des richesses minières du pays. Cependant, si les transports du Sud au Nord ne sont pas possibles, une ligne télégraphique a été établie du Cap à Fort-Salisbury et elle fonctionne depuis le mois de février. De Mafeking à Fort-Salisbury, la distance est de 1,300 kilom. et le télégraphe entre ces deux points a coûté 92,000 liv. à établir. Au 31 août dernier, on avait transmis 1,500,000 mots, dont la taxe a produit, tous frais payés, 4,000 liv. st. de

bénéfice net, soit 4 % du capital. Et, à propos de capital, il est bon de noter que, en ce moment, avec toutes les dépenses d'une première installation, la Compagnie, dont les frais d'administration s'élèvent à 2,000 liv. sterl. par mois, encaisse depuis le commencement de l'année des recettes de 2,250 liv. par mois en moyenne. Dans les trois derniers mois, la moyenne a été de 2,400 liv. Actuellement, donc, la Compagnie équilibre son budget, ce qui est un très bon résultat. Dans un rapport séparé, les directeurs annoncent qu'ils ont fait avec Lobengula et Goungounhane des traités qui leur assurent le droit d'exploiter les mines du pays situé au sud du Zambèze, et affirment que le territoire dont l'administration leur a été confiée comptera bientôt parmi les plus riches possessions coloniales de la Grande-Bretagne. Enfin, pour montrer les progrès accomplis par la Compagnie et la rapidité avec laquelle se fait la civilisation du Ma-Shonaland, les directeurs rappellent qu'il y a des hôtels à Tali et à Victoria, et qu'à Fort-Salisbury il y a déjà des édifices de briques et de fer solides et bien bâtis. De plus, le Ma-Shonaland compte déjà deux journaux dont l'un est autographié et l'autre imprimé. Pour maintenir l'ordre dans ce territoire, la Compagnie a une police armée de 500 hommes, dont 300 peuvent être montés, le cas échéant. En faisant appel à tous les colons, qui doivent le service militaire, la Compagnie dispose d'une force armée de 1,000 hommes.

Dans la même assemblée, M. Cecil Rhodes, premier ministre de la Colonie du Cap et en même temps administrateur de la South African Company, a annoncé qu'il avait proposé au gouvernement l'établissement d'une **ligne télégraphique par terre reliant le Cap à l'Égypte** par le Nyassa, le Tanganyika, le Victoria-Nyanza, l'Ou-Ganda, l'ancien Soudan égyptien, Omdurman et Wady-Halfa. Il estime que les frais d'établissement ne dépasseraient pas 140,000 ou 150,000 £, non compris toutefois ce qu'il faudrait dépenser pour acheter le Mahdi, que M. Rhodes jugerait imprudent de combattre; mais il ne doute pas qu'il ne puisse l'acheter. Le gouvernement ne se laissant pas persuader, M. Rhodes a profité de son séjour à Londres pour travailler à la formation d'une Compagnie, au capital de 400,000 £ pour la création de la ligne télégraphique susmentionnée. A la tête de la société sont le duc d'Abercorn et l'auteur de la proposition. Celui-ci a quitté Londres pour se rendre en Égypte, où il devait chercher à obtenir du gouvernement égyptien l'autorisation nécessaire pour l'établissement de la ligne destinée à relier Wady-Halfa à Capetown.

Nos lecteurs se souviennent qu'il y a quelques mois le gouvernement

de l'État indépendant du Congo proposa de soumettre à un arbitrage la **délimitation des frontières de l'État et du Congo français** sur le M'Bomou et l'Ouellé. Dès lors, le gouvernement français a pris l'initiative d'une proposition inspirée du plus grand esprit de conciliation. Il a suggéré un tracé qui côtoie le M'Bomou et le Schinko, fleuve assez important qui se verse dans le M'Bomou vers le 5° degré de latitude Nord et le 23° degré de longitude Est. Le Schinko vient du nord-est, du territoire du Bahr-El-Gazal, autrefois gouverné par Lupton-Bey. Ce tracé comprend la région explorée naguère par le voyageur russe Junker, qui l'a déclarée riche, fertile et peuplée de tribus vigoureuses, intelligentes et particulièrement assimilables. L'État du Congo a accepté le projet du gouvernement français.

Le *Times* du 2 janvier a publié la note suivante, à propos de l'arrivée à Lado de l'**expédition Van Kerckhoven** : « D'après des renseignements qui nous parviennent de la source la plus sûre, des événements graves menacent de se produire sur le Haut-Nil, dans la sphère d'action britannique de l'Afrique orientale. Une forte expédition, commandée par le capitaine Van Kerckhoven, s'est frayé un chemin par le nord de l'État libre du Congo, vers le Haut-Nil. Aux dernières nouvelles, cette expédition s'était établie à Lado, au nord de Wadelaï. Malgré des démentis officiels, personne n'en doute plus. La nouvelle de l'arrivée de l'expédition et de son installation à Lado est arrivée en Belgique par voie du Nil. On nous apprend en même temps que des forces considérables ont été envoyées d'Omdurman (la place forte avancée de Karthoum) par le khalife (successeur du fameux mahdi soudanais Mohamet-Achmed), pour attaquer l'expédition belge. Il en résultera de graves perturbations sur les rives du Haut-Nil, jusqu'au lac Albert. Et ces perturbations auront presque inévitablement leur contre-coup dans la région où le capitaine Lugard a établi ses forteresses (le royaume d'Ouganda). Si Van Kerckhoven est doué de quelque tact, il arrivera sans peine à décider les tribus indigènes du Nil, qui détestent les madhistes soudanais, à se joindre à lui pour repousser l'attaque d'Omdurman, ou même pour porter la guerre sur le territoire du khalife. En tout état de cause, la gravité de la situation est manifeste. Nous ignorons si le gouvernement britannique a conclu un arrangement avec le roi des Belges, et approuvé la marche de l'expédition Van Kerckhoven sur Lado. Mais, s'il en est ainsi, cet arrangement doit être de date toute récente (puisque en dernier lieu le cabinet Salisbury avait interdit formellement tout empiétement du Congo belge, quel qu'en fût le prétexte, sur l'ancienne

province d'Émin-pacha. Il est évident, dans tous les cas, qu'il nous incombe de prendre sans retard des mesures efficaces pour la prise de possession effective de la sphère d'action britannique, au moins jusqu'au lac Albert et au Haut Nil, et de faire nettement comprendre que l'Angleterre est décidée à disposer de la façon qu'il convient le mieux à ses propres intérêts du territoire occupé par l'expédition Van Kerckhoven. »

Cette note du *Times* a fourni à l'*Indépendance belge* l'occasion de rappeler les débuts de cette mystérieuse expédition Van Kerckhoven.

Il y a bientôt deux ans (le 3 février 1891) que le capitaine Van Kerckhoven quittait Léopoldville à bord des steamers *Ville d'Anvers* et *Ville de Bruxelles*, emmenant avec lui vers le Haut-Congo plusieurs officiers, des agents de divers rangs et un premier noyau de soldats noirs, dans le but ostensible de parcourir de l'ouest à l'est les territoires riverains de l'Ouellé, depuis Yakoma jusqu'au pays des Mombouttous, pour mettre les peuplades du nord de l'État du Congo en état de défense contre les Arabes esclavagistes et les redoutables derviches descendant du Soudan.

L'organisation du corps d'expédition avait fait l'objet d'études approfondies; et tous les détails en avaient été arrêtés à Bruxelles au commencement de l'année 1890. Le personnel était composé de la façon suivante : commandant en chef, le capitaine Van Kerckhoven, qui a reçu, en outre, le titre d'inspecteur d'État; dix-huit officiers, autant de sous-officiers, deux médecins, six cents soldats noirs, etc. Les soldats réguliers devaient être armés de fusils Albini, les auxiliaires de fusils à piston. L'armement comprenait, en outre, six canons, dont un rayé de la marque Krupp et un autre à tir rapide Hotchkiss. Le matériel et les bagages, mis à la disposition d'une aussi nombreuse caravane, extraordinairement importante pour l'Afrique, étaient vraiment considérables.

Tandis qu'à Bruxelles se faisaient les préparatifs de l'expédition, l'ordre avait déjà été donné au lieutenant Fievez, commandant du poste de Basoko, de frayer la route à la caravane projetée. Aidé des lieutenants Milz et Duvivier, le lieutenant Fievez établit la ligne Itimbiri-Ouellé, qui relie du sud au nord le Congo à Djabbir, siège du puissant sultanat de ce nom, situé sur l'Ouellé. Djabbir devait servir à l'expédition Van Kerckhoven de point de départ ou plutôt de première étape.

Avant de se mettre en route, le capitaine Van Kerckhoven se rendit aux Stanley-Falls pour conférer avec Rachid, le vali qui remplace Tippu-Tipo pendant son absence. Il instruisit Rachid de l'objet de sa mission. Il s'assura aussi les loyaux services de Djabbir. Le corps d'expédition fut précédé d'une avant-garde, commandée par le capitaine Ponthier, qui

ouvrit la route à la petite armée commandée par le chef Van Kerckhoven. Un poste très bien fortifié fut, en outre, créé à Itembo, point extrême de la navigation sur l'Itimbiri.

Comme toutes ces mesures étaient prises, Van Kerckhoven reçut la nouvelle que le capitaine Ponthier était parvenu au confluent du Bomokandi et de l'Ouellé, et qu'il s'y était établi. D'autre part, un second corps d'avant-garde, dirigé par le lieutenant Milz, s'était avancé au nord vers le sultanat de Senno. Les voies étaient préparées, l'expédition se mit en route. Au cours de ce long et périlleux voyage, le chef Van Kerckhoven usa de toute sa diplomatie pour être bien accueilli par les chefs du pays. Nous apprendrons bientôt sans doute les détails de cette expédition; mais les nouvelles qui ont été répandues jusqu'à présent, nous ont appris que bien souvent la caravane Van Kerckhoven a eu maille à partir avec les Arabes, et qu'il s'en est suivi de sanglantes rencontres.

C'est au mois de septembre dernier que se répandit pour la première fois à Bruxelles le bruit inattendu de la brusque apparition de l'expédition Van Kerckhoven bien au delà des limites de l'État du Congo, à Wadelaï, capitale de la fameuse province équatoriale de l'Égypte évacuée par Emin, puis reconnue par traité avec l'Allemagne comme partie de la sphère d'action est-africaine de l'Angleterre qui ne l'a toutefois pas occupée effectivement encore, condition nécessaire du droit imprescriptible d'après la nouvelle jurisprudence coloniale. Vaguement démentie d'abord, la nouvelle acquit une grande consistance plus tard, lorsqu'on sut qu'une occupation provisoire de la province équatoriale par l'expédition Van Kerckhoven avait fait l'objet de pourparlers entre l'État du Congo et le cabinet Salisbury qui y avait d'abord consenti, puis s'était ravisé et avait déclaré s'y opposer formellement.

Arrivée à Lado, l'expédition doit donc se trouver en butte à l'opposition de l'Angleterre, si le cabinet Gladstone épouse l'attitude du cabinet Salisbury, en même temps qu'il doit se trouver aux prises avec les derviches soudanais d'Omdurman, si les nouvelles du *Times* sont exactes. On voit quelles perspectives graves ouvre l'occupation de Lado par l'expédition Van Kerckhoven, qui, d'autre part, peut jouer un rôle considérable dans la grande lutte contre les fanatiques mahdistes du Soudan central.

C'est donc un émouvant chapitre de l'histoire du Congo et de l'Afrique orientale qui semble s'ouvrir. Le *Morning Post*, organe conservateur, a protesté contre ce qu'il appelle l'empiètement de l'État libre du Congo sur le territoire appartenant à la sphère d'action britannique. Ce journal pense que sir Gerald Portal, chargé d'aller dans le royaume d'Ou-Ganda

comme commissaire britannique, pour substituer l'autorité officielle de l'Angleterre à celle de la société anglaise de l'Est-Africain, pourrait avoir également pour mission de régler la question territoriale soulevée par la présence de l'expédition Van Kerckhoven à Lado.

D'autre part, le *Daily Graphic* écrit :

Nous n'avons passé aucun traité de délimitation avec l'État libre du Congo, lequel n'est pas tenu de reconnaître comme inviolables les territoires qui ont été désignés, d'accord avec d'autres, comme sphère d'influence britannique, puisque nous n'avons pas encore occupé ces territoires effectivement. Lord Roseberry devra donc, en premier lieu, s'assurer de l'Ou-Ganda et, en second lieu, conclure sans aucun délai un traité de délimitation avec l'État du Congo.

L'*Indépendance belge* fait remarquer qu'à l'administration de l'État du Congo, on n'a encore reçu aucune confirmation de l'arrivée de l'expédition Van Kerckhoven à Lado, et on s'en étonne, car la voie du Congo est plus courte que celle de l'Égypte, indiquée comme l'itinéraire des nouvelles arrivées en Angleterre. Aujourd'hui, toutefois, pas plus qu'il y a quelques mois, on ne juge le fait invraisemblable. On pense, au contraire, que le capitaine Van Kerckhoven, dans ses efforts pour refouler les Arabes esclavagistes et les derviches, a très bien pu être amené à franchir les limites de l'État du Congo et à poursuivre sa campagne dans la sphère d'action anglaise. On paraît vivement espérer, à l'administration du Congo, que ces opérations ne provoqueront pas de démêlé entre l'État libre et l'Angleterre; car il ne s'agit pas, pour l'expédition du Congo, d'usurper le territoire anglais, et, au contraire, l'influence britannique doit profiter des efforts de l'expédition belge pour chasser les derviches et les Arabes esclavagistes.

NOUVELLES COMPLÉMENTAIRES

Conformément aux désirs du gouverneur général de l'Algérie et pour aider au peuplement de la côte algérienne, le Ministre de la Marine a fait connaître que les pêcheurs du littoral méditerranéen désireux d'aller se fixer en Algérie peuvent être dirigés dès à présent sur Alger, où des locaux sont préparés pour eux dans les baraquements établis aux villages de Suffren, de Pointe, de Beghaia et de Jean Bart.

On a récemment découvert dans le centre d'Aïn-Sefra, au point terminus des lignes de la Compagnie Franco-Algérienne, des mines de cuivre qui paraissent appelées à un grand avenir. D'après le rapport de l'ingénieur envoyé sur les lieux, il résulte de ces constatations que la valeur du minerai est de premier ordre. Quand cette exploitation sera ouverte, le trafic de la ligne d'Arzew y trouvera un élément important.

Nos lecteurs savent que M. Georges Rolland, ingénieur des mines, est le premier géologue qui ait exploré l'Extrême-Sud algérien; les résultats de ses travaux dans ce domaine ont été exposés dans son grand ouvrage sur la géologie du Sahara auquel l'Académie des Sciences de Paris vient de décerner le prix Delalande-Guérineau, décerné tous les deux ans au voyageur français ou au savant qui aura rendu le plus de services à la France ou à la science.

Les Français ont pris possession tout récemment de Hassi-Inifel, le point le plus avancé vers le sud de l'Algérie et de la Tunisie : Hassi-Inifel est à 110 kilomètres au sud d'El-Goléah. Ce point, dont l'importance a été signalée à la suite de la deuxième mission du colonel Flatters, se trouve sur la route de Ghadamès à In-Salah; il est par suite fréquenté par de nombreuses caravanes de Chambâa et de Touareg; on n'y trouvait qu'un puits dans le voisinage du tombeau du marabout Sidi Abd-el-Hakem. Un détachement du bataillon d'Afrique et de tirailleurs est allé l'occuper il y a deux mois, et, sous la direction d'un officier du génie, un fortin a été construit. Les habitants d'In-Salah, qui considéraient ce point comme soumis à leur influence, ont vu avec dépit l'arrivée de la petite colonne française; ils ont même protesté dès le début auprès du gouvernement général. Les travaux n'en ont pas moins continué, et aujourd'hui le drapeau français flotte sur le blockhaus et prouve aux populations sahariennes l'intention de la France d'étendre pacifiquement son influence sur la zone que les traités internationaux lui ont reconnue.

La *Revue scientifique* annonce que dans une des dernières séances de l'Académie des Sciences, M. Vercoûtre, qui a séjourné en Tunisie, a fait une communication sur les tatouages dont les indigènes tunisiens se couvrent les membres et la face. Il y a découvert le fait suivant : Les tatouages les plus parfaits représentent une figurine humaine, une sorte de poupée, vue de face et tenant les bras étendus. M. Vercoûtre a reconnu que cette figurine, restée inexpiquée jusqu'ici, n'est pas autre chose que la reproduction rigoureusement exacte et conservée par la tradition sans modification sensible, du mannequin qui, sur les monuments de la Phénicie et de Carthage, figure les bras étendus, ce que les archéologues ont nommé le « symbole de la Trinité Punique » et que l'on rencontre, par exemple, sur les stèles phéniciennes et sur les lampes néo-puniques de Carthage. M. Th. Berger est chargé par l'Académie des inscriptions d'étudier ces représentations.

D'après la *Politique coloniale*, Osman Digma s'est retiré du côté de Kassala. Les caravanes peuvent circuler sans être inquiétées sur les routes de Souakim à Berber et à Tokar. Le gouverneur de Souakim a autorisé le départ, pour l'intérieur, des chameaux, des convois de grains, etc., qui avait été momentanément prohibé.

La ligne télégraphique, établie par la Compagnie de l'Afrique orientale, est maintenant complète de Mombas à Lamou, par Melinde, Golbanti et Witou.

L'évêque Tucker est arrivé le 6 novembre au Kikouyou; il comptait être dans l'Ou-Ganda au commencement de janvier.

Le capitaine Macdonald, chargé de faire une enquête sur les événements de l'Ou-Ganda, a dû arriver dans ce pays vers le 8 décembre.

Le major Eric Smith, qui doit remplacer le capitaine Williams dans l'Ou-Ganda, a quitté, le 8 octobre, le Kikouyou avec la caravane de M. James Martin; il espérait parvenir, le 3 décembre, à Kampala.

Un « conseiller économique » vient d'être adjoint au gouverneur de l'Afrique orientale; c'est le docteur Kærger, professeur de l'école supérieure d'agriculture de Berlin. Il a résidé déjà au Brésil et a passé quelques mois dans l'Afrique orientale. Il est l'auteur d'un livre sur Tanga et la colonisation de l'Afrique orientale.

Le comte de Schweinitz, que l'état de sa santé a forcé d'abandonner le commandement de l'expédition conduite par lui au lac Victoria Nyanza, est arrivé le 7 janvier à Bagamoyo. Il a fait choix, sur l'île Oukéréoué, d'un emplacement pour l'établissement des chantiers qui serviront aux voiliers du lac Victoria.

Le lieutenant Meyer a commencé à Njagesi, sur le lac Victoria-Nyanza, la construction d'une station (octobre). Les indigènes l'ont bien accueilli, lui fournissent des vivres et travaillent volontiers pour les Allemands. Les deux voiliers amenés par l'expédition de M. de Fischer ont déjà été lancés sur le lac; les ouvriers travaillent à assembler les pièces du troisième voilier appartenant au comité anti-esclavagiste.

Le gouverneur, baron de Soden, est parti pour Bombay, où il veut passer quelques semaines de repos nécessaires au rétablissement de sa santé très éprouvée par le climat africain.

L'ingénieur Wunder, chargé de la construction du chemin de fer Tanga-Korogoué est parti pour Tanga. Les travaux devaient commencer le 1^{er} janvier.

D'après la *Gazette de la Croix*, M. Rudolf Mosse, éditeur du *Berliner Tageblatt*, aurait chargé son correspondant africain, M. Eugène Wolf, d'aller à la recherche d'Émin Pacha. M. Wolf était à la fin de novembre dans le Kavirondo, sur la côte N. E. du Victoria-Nyanza.

Une dépêche de Zanzibar a annoncé que quoique Zanzibar ait été déclaré port franc et que seuls les alcools au-dessus de 50 %, la poudre et les armes de guerre soient restés taxés, l'autorité anglaise exige un droit de douane de 5 % sur toutes les matières alcooliques, même sur l'eau de Cologne. La *Gazette de Zanzibar* ayant dernièrement annoncé qu'à partir du 1^{er} février prochain un droit de 5 % serait établi sur certains articles tels que les vins, mais que les bières continueraient à entrer en franchise, le consul de France a immédiatement réclaté, disant que le vin est un article de première nécessité au même titre que la bière. Au lieu d'exempter les vins, le consul général anglais, sir Gerald Portal, a décidé que les bières paieraient, elles aussi, un droit d'entrée.

Le haut commissaire britannique de l'Afrique australe, sir Henry Loch, a nommé le lieutenant Walshe, magistrat au lac Ngami. C'est la première fois qu'un agent anglais est installé dans cette région, qui dépend du protectorat du Be-Chuanaland. Le magistrat aura à contrôler le commerce des munitions et des spiritueux, et à protéger les intérêts des commerçants blancs. Le territoire du lac Ngami a été annexé en novembre 1888 par l'Angleterre, malgré les prétentions de l'Allemagne. Celle-ci, à la suite du voyage de reconnaissance fait au commencement de 1890 par le capitaine

von François, a abandonné cette région à l'Angleterre; le traité du 1^{er} juillet 1890 a fixé la frontière des possessions des deux pays. Le roi des Ba-Touanas, Morémi, est mort le 4 novembre 1890. Dès lors, un conseil de chefs a gouverné le pays; le 3 février 1891, une grande assemblée tenue à Demokade a approuvé les concessions minières faites aux Anglais par Moremi. La nomination d'un magistrat constitue un pas vers l'établissement d'une administration britannique.

A partir du 2 janvier, les bureaux de poste anglais ont accepté les colis postaux pour le Ma-Shonaland. Le port pour le protectorat du Be-Chuanaland et pour le Ma-Shonaland est payable au moment de l'envoi. Il coûte 2 sh. 6 d. par livre. Ces colis sont délivrables, dans le protectorat, aux bureaux de Kamia, Macloutsie, Molepolole, Palachoué et Lamoutsa; — et dans le Ma-Shonaland, aux bureaux de Fern Spruit, Hartley Hill, Lawrenceedale, Mazø, Fort Salisbury, Touli, Oumtali, Victoria. Les livres et échantillons ne peuvent être expédiés ni dans le protectorat ni au Ma-Shonaland; on les reçoit seulement pour le Be-Chuanaland britannique.

La discussion entre l'Angleterre et le Portugal, au sujet de la délimitation de leurs possessions dans l'Afrique australe, roule sur l'interprétation de l'article 2 de la convention de 1891, en vertu de laquelle la frontière doit suivre « la partie supérieure du versant oriental du plateau de Manica dans la direction du sud jusqu'au centre du chenal principal de la Sâbi, puis ce chenal jusqu'à son confluent avec le Lounti. D'après les Portugais, le commissaire anglais aurait tort de réclamer une partie considérable du plateau à l'est de la Sâbi; la ligne devrait couper cette rivière près du Kraal de Moutassa et suivre le fleuve; le plateau situé à l'est de la Sâbi ne serait pas celui de Manica, qui se trouve à l'ouest de la rivière. D'autre part, les Anglais invoquent le paragraphe d'après lequel la sphère portugaise ne doit comprendre aucun territoire situé à l'ouest du 32° 30' long. E. Il s'agit d'une contrée étendue et à laquelle ses mines d'or donnent de l'importance.

Le gouvernement de la République Sud-Africaine a autorisé la construction de la première section du chemin de fer de Silati. Les souscriptions à l'emprunt de 12 millions de florins pour le chemin de fer de la frontière portugaise à Prétoria se sont élevées, à Francfort et à Amsterdam, à 31,623,000 florins.

On mande de Capetown que le chemin de fer reliant la capitale de la colonie anglaise du Cap à la ville de Prétoria, a été inauguré le 1^{er} janvier.

L'Office allemand des affaires étrangères a autorisé la Compagnie coloniale du Sud Ouest africain à construire une ligne de chemin de fer conduisant de l'embouchure du Souakop à Otyimbigne et à Windhoek. Une subvention sera, dit-on, demandée au Reichstag en faveur de cette entreprise.

Le chemin de fer d'Ambaca est ouvert jusqu'à la station d'Ociras.

Les capitaines d'infanterie de marine, Marchand et Manet ont été mis à la disposition du Sous-Secrétaire d'État des Colonies françaises pendant une année. Une mission ayant pour objet principal l'exploration de la rivière Cavally leur a été confiée. Cette rivière constitue la limite Est de la République de Libéria, et sépare le territoire de cette République de certains territoires acquis par la France à l'ouest

de la côte de l'Ivoire. Le capitaine Marchand a déjà exploré le cours supérieur de la rivière Cavally; celle-ci sort de hauts massifs qui séparent la région du littoral de la région des affluents du Niger; on espère, en remontant le cours supérieur du Cavally qui est parfaitement navigable, retrouver un affluent également navigable du Niger, et mettre ainsi en communication la vallée du Niger avec le littoral. Cette fois, les capitaines Marchand et Manet exploreront le cours inférieur du Cavally pour s'assurer s'il est navigable et si cette rivière peut constituer une voie de communication.

M. Georges Paroisse, chargé par le sous-secrétaire d'État aux colonies, d'une mission sur la côte occidentale d'Afrique, s'est embarqué à Bordeaux le 10 janvier sur la *Ville-de-Maceïo*, à destination de Konakry. Il explorera les nombreux cours d'eau qui descendent du Fouta-Djallon, spécialement la plus importante des rivières du Sud français. Le principal but de cette exploration est d'ouvrir une voie de pénétration commode entre la côte et le Fouta-Djallon. L'explorateur a déjà fait deux voyages en Afrique : l'un en 1887-88 dans les régions de la côte d'Ivoire; l'autre en 1891 dans les Rivières du Sud.

CHRONIQUE DE L'ESCLAVAGE

La **Société belge anti-esclavagiste** a reçu deux lettres du lieutenant Long :

Tabora, 10 octobre 1892.

Comme vous le voyez, nous sommes toujours ici; la paix a cependant été conclue le 4 courant, mais les porteurs sont toujours invisibles, et il faudra encore patienter une semaine, bien que le commandant Jacques nous réclame à grands cris. Le 4, nous avons reçu le courrier du lac; le commandant Jacques venait de perdre la partie après une journée d'un combat acharné; ayant, en effet, attaqué, le 17 septembre, le boma des Wangwanas établi près de son poste, il fut forcé de battre en retraite, faute de munitions, au moment où il allait l'emporter. D'un autre côté, une épizootie règne à Albertville et étend ses ravages de telle sorte que la famine est affreuse. J'organise les secours autant que cela m'est possible; je compléterai, sur la route, mes approvisionnements par tous les moyens, car je veux ramener l'abondance au lac et apporter un soulagement à la famine dont souffrent nos compatriotes. Toutes les charges, pour ainsi dire, sont déjà rentrées; on signale les dernières tout près d'ici et tout est préparé pour lever le camp au premier signal; les porteurs seulement sont en retard. Encore quelques jours de patience et notre épreuve sera finie. Le côté sanitaire est toujours mauvais, mais nous aurons bien vite recouvré la vigueur perdue.